

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et conventions correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹².

4.4.1 *Gestion directe (subventions)*

a) Objet des subventions

Les subventions contribuent au renforcement des capacités, du dialogue et de la coordination de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets et programmes de l'UE dans le pays et à la prise en compte de la perspective genre (OS1).

Résultats escomptés : ces subventions contribueront aux 3 résultats suivants :

- R1.1 Les capacités des bénéficiaires publics ou privés pour la mise en œuvre des projets ou programmes de l'UE sont accrues ;
- R1.2 Des nouveaux mécanismes de coordination de l'aide sont définis et appuyés, suite à la suppression du rôle d'ON et de ses services ;
- R1.3 Le dialogue avec le gouvernement, ainsi qu'avec la société civile (inclus les organisations de défense des droits des femmes), le secteur privé et les autres partenaires au développement autour des stratégies et politiques publiques, est renforcé.

Ces subventions faciliteront le pilotage et la coordination des interventions de la coopération UE à Madagascar et la mise en œuvre et le suivi-évaluation du Programme indicatif pluriannuel 2021-2027 ainsi que le CLIP et la stratégie Démocratie et droits de l'homme 2021-2024.

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs de financement concerneront une ou plusieurs entités du gouvernement de Madagascar.

¹² www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.